



**Mouvement politique des
objecteurs de croissance**

www.objecteursdecroissance.be
info@objecteursdecroissance.be

BHV : et après ?

**Position du mpOC sur les élections anticipées du
13 juin 2010**

Le Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance (MPOC) considère que nous faisons actuellement face à une crise de civilisation qui conjugue quatre dimensions inséparables : une crise écologique, une crise sociale, une crise de sens et une crise politique. Le MPOC base son action sur la volonté de dépasser cette crise systémique par la décroissance de la consommation et de la production, par la solidarité, pour l'émancipation.

L'organisation d'élections anticipées consécutive à la nouvelle chute du gouvernement Leterme doit être analysée pour ce qu'elle est avant tout : une crise politique de la représentation démocratique.

Les tensions autour de la question de la scission de l'arrondissement électoral de BHV résultent d'une dynamique historique qui a conduit à distinguer la communauté française et la communauté flamande. Mais le conflit actuel résulte également, et peut-être en premier lieu, de l'absence quasi complète de la participation directe des citoyens dans la détermination de leur destin commun. Le « conflit communautaire » est aussi une création politique car il est resté entre les mains d'élus qui, périodiquement, en font un show médiatique et électoral.

La crise institutionnelle actuelle a pris une importance démesurée, en décalage complet avec le « problème » qui la sous-tend, qui n'est pas tant celui de la double question linguistique et territoriale que celui de mécanismes de représentation politique qui ne relaient pas valablement les opinions des citoyens. Elle révèle l'inconséquence de mandataires politiques obnubilés par la logique médiatico-électorale.

1. BHV : un problème de « tambouille institutionnelle » plus qu'un problème communautaire

Différents sondages et analyses¹ indiquent que la population belge ne considère pas la scission de BHV ou les affaires communautaires comme des priorités. Le mécano institutionnel qui monopolise les hémicycles et les médias est bien éloignée des préoccupations des citoyens. Ceux-ci sentent toujours plus la pression que la logique économiste actuelle applique sur leurs vies.

Le MPOC souligne que les différentes options communautaires radicales portées au nord et au sud du pays ne sont une raison de chercher une prise de distance entre les communautés que pour une petite minorité de citoyens. Loin des discours incantatoires de quelques populistes énervés, la majorité des femmes et des hommes de ce pays coexistent sereinement et souhaitent poursuivre sur cette voie. Le multiculturalisme et le fédéralisme à la belge ne sont pas le problème, ils sont une richesse réelle.

Si la communauté française et la communauté néerlandophone, elles mêmes composites et non-monolithiques, sont différentes, les qualités qu'elles partagent les rapprochent plus que

¹Dont ceux qui prédisent des scores élevés pour la NV-A le 13 juin prochain: « Rien à faire du communautaire », Actu 24, 6 mai 2010 <http://www.actu24.be/article/detail.aspx?articleid=8781440&kanaalid=36>

En 1999, une analyse du CRISP indiquait clairement que la question communautaire était une motivation minoritaire de vote. Elle n'était mentionnée comme motivation significative par plus de 3% des électeurs que pour ceux qui optaient pour le le VB et la VU-ID. Même dans ces deux formations, la question communautaire était loin d'être la priorité des électeurs et constituait une motivation secondaire du choix de la formation politique. Cette question était subsidiaire pour l'électorat des 7 autres formations analysées dans cette étude. Voir: « *Les motivations électorales en Flandre* », 13 juin 1999, Marc Swyngedouw, Erik Meersseman, Jaak Billiet, *Courrier hebdomadaire* du CRISP n°1734, 2001.

Dave Sinardet, politologue de l'Université d'Anvers, estime que 13% des électeurs flamands orientent leur vote en fonction des questions communautaires et que moins de 10% d'entre eux sont « indépendantistes ». Ces chiffres sont stables depuis les 20 dernières années...

les caractéristiques qui les séparent, de sorte que la majorité de la population s'accommode très bien de la situation actuelle. Aménager les équilibres institutionnels pour en faciliter le fonctionnement, assurer l'intégrité territoriale flamande et bruxelloise, respecter les droits de chacun à s'exprimer dans sa langue : tous ces objectifs ne constituent pas des problèmes insurmontables. Il s'agit de découvrir les ajustements institutionnels adéquats.

2. Les excès actuels ont pour cause une logique médiatico-politique dévoyée

Le problème est presque tout entier politique : le pays est pris en otage par une classe politique qui est prise à son propre piège de mal-représentation. Le repli identitaire prôné par des groupes extrémistes minoritaires a réussi à avoir tant de poids sur la scène politique flamande qu'une dérive communautariste est à déplorer au nord du pays. Portés par la logique électoraliste et la surenchère médiatique, trop de partis, pour ne pas paraître « moins flamand » que le pire-disant, se sont engagés sur une pente menant à l'impasse.

L'intégrité territoriale des régions, le respect des droits des citoyens belges des différentes communautés sont des revendications légitimes. Reste à les accorder. Mais un emballement médiatique fait le jeu des déclarations incendiaires qui empêchent la recherche de solutions réelles et adaptées entre partenaires égaux. Cette logique nourrit une profonde crise de la représentation.

Cette même dérive médiatique et politique est observée au nord et au sud du pays, où l'on observe ici une intransigeance excessive qui fait le jeu des extrêmes, et là un attentisme borné qui ne rend pas compte de la part légitime des demandes exprimées par l'autre partie.

De toutes ces déclarations politiques intempestives non suivies d'effets, il ne ressort rien de bon pour les citoyens et aucune politique à la hauteur des véritables défis d'aujourd'hui.

3. Le pays pris en otage par la mal-représentation

Logique électoraliste et surenchère médiatique constituent un obstacle majeur à l'émergence de solutions valables. Ce *show* permanent cache l'impuissance marquée de la classe politique face aux forces de l'économie mondialisée et au dogme de la croissance (du PIB) qui la gouverne. La crise systémique qui menace cette économie-monde, particulièrement visible dans les dérives financières d'un marché dérégulé appelle d'urgence un véritable changement de paradigme, se traduisant notamment par la relocalisation des activités économiques.

Pourtant, la classe politique belge ne parvient pas à s'extraire du dogme de la croissance économique et poursuit sur la voie intenable de la répétition du même. Elle tente alors de masquer sa criante impuissance face à l'effondrement qui menace en s'étrillant sur des problèmes institutionnels secondaires.

Le MPOC estime que ce dysfonctionnement majeur de la classe politique est lié à :

- l'abord de la question communautaire en des termes excessivement réducteurs,
- un régime électoral qui freine l'émergence de solutions nouvelles, fermant le jeu politique sur lui-même,
- l'absence de mécanismes de démocratie directe qui permettrait aux citoyens d'intervenir et de peser directement dans le débat et singulièrement l'absence de consultations effectives de la population sur les questions qui la regardent, l'élection ne pouvant être considérée comme une consultation valable (voir ci-après).

4. Les propositions du MPOC

Pour restaurer les conditions de possibilité d'accords communautaires, le MPOC propose d'explorer d'autres manières de poser le débat, en y incluant des paramètres cruciaux qui sont pour l'instant tenus hors champs.

A) Elargir les termes du débat

- *Sortir le « débat communautaire » des cercles politiques* pour que chaque partie puisse écouter et reconnaître les besoins légitimes de l'autre et identifier les moyens réalistes de trouver une solution qui convienne à tous. Un travail préparatoire pourrait être réalisé par des délégations communautaires composées de citoyens choisis selon des critères permettant de refléter la société et non par des politiciens prisonniers de

leurs sièges et largement décrédibilisés. Ce travail d'échange et de construction de solutions citoyennes pourrait être réalisé avec des outils développés pour la résolution des conflits intercommunautaires avec l'arbitrage d'une tierce partie, neutre et éclairée. Les résultats de ce travail de grande ampleur devraient ensuite être largement diffusés (à ce titre, on ne peut que s'étonner de ce que la note de travail de monsieur Dehaene n'ait pas été rendue publique puisqu'elle était censée contenir les propositions concrètes des deux communautés).

- *Sortir le « débat communautaire » des priorités électorales et médiatiques.* Les lourdes menaces qui pèsent sur l'économie européenne font peser un risque direct sur l'équilibre social belge. La crise écologique est urgente et appelle une transformation radicale de nos modes de production et de consommation, qui doit être initiée sans tarder. L'institutionnel n'est un problème vital pour la Belgique que si les politiques le veulent bien. L'ensemble des partis politiques démocratiques ne devraient pas faire figurer ce point en haut de leur agenda, même et surtout s'ils sont mis sous pression par des groupes extrémistes (ce qui n'exclue pas de rechercher des solutions pratiques et équilibrées sur les questions institutionnelles). De même, les médias ne devraient plus insister lourdement sur les « oppositions communautaires » en fait politiciennes.
- *Contextualiser les questions liées au rapports entre communautés :* que les problèmes territoriaux et de rapports entre communautés soient considérés à la lumière d'évènements à venir déjà connus :
 - vieillissement de la population qui va durement peser sur les deux communautés ;
 - future carence en carburants et augmentation des prix de l'énergie ;
 - coût croissant de l'eau potable ;
 - raréfaction des terres agricoles et destruction des sols.
 - élévation du niveau de la mer et augmentation des épisodes météorologiques extrêmes.

Face à ces fortes pressions, la solidarité entre régions, belges et européennes, sera nécessaire.

B) Changer les règles de la représentation politique pour trouver un accord institutionnel

La représentation politique est en crise. Ce sont les citoyens qui doivent décider de l'avenir de leur pays, pas les professionnels des partis politiques qui ne parviennent plus à les représenter. Les élections, telles que les partis en place nous les proposent, ne permettent pas aux citoyens de faire entendre leur voix. A la limite, on pourrait dire que l'obligation de vote (et non le droit de vote) vise à légitimer le pouvoir en place puisque nous sommes censés avoir choisi librement et démocratiquement nos élus.

Quatre mesures parmi d'autres devraient être explorées pour améliorer le processus démocratique national :

- *Organiser une consultation populaire.* Un travail approfondi sur l'éventuel rééquilibrage des institutions belges, réalisé par les citoyens éclairés d'avis équilibrés d'experts, doit être mené en dehors de la logique politicienne qui confisque aujourd'hui l'avenir du pays. Une fois ce travail réalisé et correctement diffusé, une consultation populaire, comme il en existe au niveau communal ou bien ailleurs, en Suisse par exemple, devrait être organisée. Des consultations régulières constituent en elles-mêmes un processus à même de créer une responsabilité démocratique nouvelle dans le chef des citoyens. Quelles que soient les difficultés que pose l'organisation de ce type de consultation, il apparaît nécessaire d'y réfléchir le plus sérieusement du monde tant il n'est plus possible que la population et ses avis soient négligés et ignorés.
- *Éliminer les freins qui empêchent l'émergence d'idées politiques nouvelles* (seuils électoraux élevés, exclusion des médias notamment radio-TV, handicaps financiers pour se faire connaître...).
- *Mettre en place une circonscription électorale fédérale* pour que les électeurs puissent élire des responsables politiques attentifs à l'ensemble de la Belgique et pas seulement à une de ses régions ou communautés.
- *Obliger les candidats à occuper les postes qu'ils ambitionnent ;* plus de personnalités fantoches qui « tirent » une liste puis démissionnent ;
- *Obliger les partis à plus de transparence,* notamment lors des négociations et de la formation des coalitions.

5. Dans l'attente d'une amélioration substantielle du processus démocratique, faire sécession politiquement et développer la solidarité

Face à l'échec politique criant du sommet de Copenhague et à la gravité de ce qu'implique le non-accord qui en a découlé, le MPOC avait décidé de « *faire sécession politiquement* »², constatant que la classe politique inféodée au dogme de la croissance infinie ne représentait pas les intérêts de la population. L'actuelle dispute politicienne, feinte ou réelle, au prétexte de BHV confirme de manière crue et localisée le constat de l'impuissance actuelle de femmes et d'hommes politiques obnubilés par la croissance économique, par leur maintien aux postes de décision et piégés par l'enfermement de la pensée et le repli identitaire qui accompagnent ces deux dynamiques perverses.

Le MPOC ne se souhaite pas se prononcer dans l'état actuel des choses sur l'opportunité de scinder BHV, d'élargir les frontières de Bruxelles ou de chercher d'autres équilibres institutionnels. La première chose à faire est de rétablir un dialogue entre les communautés par des mécanismes qui ne soient pas soumis aux logiques électoralistes et qui prennent réellement en considération l'avis de la population. Aussi longtemps que la population ne sera pas prononcée par un moyen qui lui permette d'exprimer librement ses avis, toute « crise institutionnelle » du genre de celle que subissent les citoyens en ce moment ne pourra qu'être entachée par la dispute politicienne, illégitime.

Entretemps, le MPOC appelle tous les Belges, quelles que soient leurs opinions, à ne pas se laisser impressionner par ces disputes politiciennes, à vivre avec la bonne intelligence et la joie de vivre qui les caractérise et à développer les réseaux de solidarité partout où cela est possible pour faire face aux crises écologique, économique et sociale qui s'approfondissent.

La culture néerlandophone flamande et bruxelloise partie intégrante de la culture belge et européenne, la culture francophone wallonne et bruxelloise partie intégrante de la culture belge et européenne, la culture germanophone wallonne partie intégrante de la culture belge et européenne peuvent indubitablement coexister sereinement et s'enrichir mutuellement en Belgique.

Dans la période difficile qui s'ouvre, l'effectivité de la solidarité entre pays, régions, communautés et personnes sera plus que jamais cruciale. Le MPOC contribuera à faire apparaître clairement qu'aujourd'hui le premier ennemi de la solidarité humaine est la logique mortifère de la croissance économique infinie. Il mettra toute son énergie à démontrer qu'à la place de la concurrence et l'individualisme, il est temps de cultiver la collaboration et la solidarité par ce que c'est éminemment plus efficace et plus humain.

Namur, 1er juin 2010

Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC)
Rue Basse-Marcelle 26
5000 Namur
Tél. : 081.84.90.19
www.objecteursdecroissance.be

²« (...) c'est à dire de retirer toute confiance dans les élus belges et européens qui ne dénoncent pas en paroles et en actes le dogme mortifère de la croissance économique infinie. » Communiqué MPOC du 2 mars 2010.